

ELLE A EU LIEU HIER À PARIS

Rencontre surprise Tebboune-Edouard Philippe

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a rencontré, hier, à Paris, son homologue français, Edouard Philippe, avec qui il a eu un entretien «informel». C'est ce qu'ont annoncé les services du Premier ministre, dans un communiqué diffusé par l'agence officielle, APS. A rappeler que Abdelmadjid Tebboune, qui a pris son congé depuis le week-end passé, se trouve en France pour des vacances.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Durant son escale à Paris, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a été convié par son homologue français, Edouard Philippe, à une rencontre informelle, à l'hôtel Matignon», lit-on, en effet, dans le communiqué officiel des services du Premier ministre. Quoi qu'il en soit, il s'agit, là, de la première rencontre entre les deux hommes qui ont en commun d'être nouvellement nommés au même poste de Premier ministre, et quasiment à la même période.

Abdelmadjid Tebboune a été nommé le 24 mai dernier, au lendemain des législatives et Edouard Philippe, quelques jours auparavant, à la suite de l'arrivée au pouvoir du nouveau Président français, Emmanuel Macron. C'est dire qu'au final, il s'agit bien de la première rencontre à ce niveau-là entre les dirigeants des deux pays depuis l'arrivée de Macron à l'Elysée, en mai dernier.

Une première prise de contact entre Alger et la nouvelle équipe aux affaires à Paris. Elle intervient également quelques jours seulement après la lettre que le successeur de François Hollande avait adressée à Abdelaziz Bouteflika, le 2 août dernier. «Je salue votre vision et votre engagement décisif dans le développement du partenariat d'exception qui unit la France et l'Algérie. Votre impulsion dans la refondation engagée en 2012 avec mon prédécesseur a permis des avancées spectaculaires dans tous les domaines. Jamais dans l'histoire les liens entre nos deux pays n'ont atteint un tel niveau d'excellence et de densité», écrit en effet Emmanuel Macron. Les relations algéro-françaises n'ont effectivement jamais été aussi denses et, surtout, aussi apaisées que sous François Hollande.

Seule la sortie «peu diplomatique» de l'ancien Premier ministre, Manuel Valls, avait quelque peu refroidi les relations entre les deux pays, à la fin du règne de Hollande. Son successeur, Macron, a été reçu au printemps dernier par Abdelaziz Bouteflika ainsi que quelques autres responsables algériens, alors qu'il n'était que candidat aux présidentielles. Ce qui explique son affirmation, dans sa mis-

sive du 2 août de vouloir «donner aux relations bilatérales entre nos deux pays, une dimension supplémentaire. Ce travail a commencé dès le lendemain de mon élection. Il consiste à assumer notre mémoire commune dans sa vérité et son intégrité. Vous connaissez mes convictions et ma détermination à assumer cet héritage partagé dans un esprit de lucidité et d'apaisement».

Comme candidat aux présidentielles, Macron avait, effectivement, pris, à Alger, des positions assez courageuses s'agissant de cette sensible affaire de «mémoire commune» entre l'Algérie et l'ancien colonisateur. Cinquante-cinq ans après l'indépendance, les relations entre les deux pays n'ont jamais été tout à fait «normalisées», en raison de l'entêtement de Paris à vouloir ignorer et ne jamais assumer ses crimes coloniaux et son



Abdelmadjid Tebboune.

histoire sombre de manière générale en Algérie. Il aura fallu attendre, par exemple, l'arrivée de Chirac au pouvoir pour, qu'enfin, la France reconnaisse officiellement ce qui s'est passé entre le 1^{er} Novembre 1954 et le 5 Juillet 1962 comme «la guerre d'Algérie» et non plus comme «les événements d'Algérie». Il aura encore fallu attendre l'arrivée de Hollande à l'Elysée, et sa visite d'Etat en Algérie, en 2012, pour que la France reconnaisse, officiellement, qu'elle avait



Edouard Philippe.

commis des massacres en Algérie, le 8 Mai 1945 ! Le poids de l'Histoire n'a jamais permis des relations ordinaires entre l'Algérie et la France et, c'est très timidement que la France officielle fait quelques concessions sur cet encombrant héritage de l'Histoire. Macron y contribuera-t-il, comme ses prédécesseurs Hollande et Chirac ?

Il y a lieu de l'espérer. Du moins, à en juger du contenu de sa même lettre à Bouteflika. Il y ajoute ceci, en effet : «Il nous faut faire de ce regard

sur notre passé le point d'appui d'un nouvel élan vers l'avenir pour notre partenariat bilatéral. Plus que jamais, celui-ci doit se construire sur des projets concrets, structurants et mutuellement bénéfiques, il doit aussi se construire sur la scène internationale alors que nos deux pays sont en première ligne face à la menace terroriste et à l'instabilité régionale notamment au Sahel et en Libye.»

Il n'omettra pas, enfin, de revenir sur la visite qu'il compte effectuer en Algérie : «Beaucoup de travail a déjà été effectué, et les prochains mois seront marqués par une série de rendez-vous majeurs qui permettront de préparer le projet de grande visite officielle que je serai très heureux et honoré d'effectuer en Algérie, au moment qui vous conviendra.»

Hier, Abdelmadjid Tebboune a certainement esquissé, avec son homologue français, cette question de «la grande visite officielle» du Président français en Algérie. De même que cette première prise de contact à haut niveau avec le nouveau pouvoir en France pourrait accélérer la désignation du nouvel ambassadeur d'Algérie à Paris, un poste qui demeure vacant depuis huit mois !

K. A.

RENTREE SOCIALE

Veillée d'armes chez les syndicats autonomes

Le Front syndical autonome interpellera prochainement le Premier ministre et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale autour de sa plateforme de doléances pour le premier et les libertés syndicales pour le second.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Au niveau des entités syndicales composant ce front, l'on est encore au stade des discussions autour des contenus de ces documents décidés lors de leur réunion du 22 juillet dernier.

Pour le coordinateur du Snapest (Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique), les réponses à ces missives constitueront, à coup sûr, ce qu'il considère comme le «baromètre de la prochaine rentrée sociale» en ce sens qu'il s'agira de tester l'exécutif quant à la volonté qui lui est prêtée de changer de politique en matière d'association des véritables partenaires sociaux au dialogue autour de questions aussi sensibles que la retraite, le projet de loi portant code du travail, pour ne citer que ceux-là. Sauf que Méziane Mériane, qui préside l'université d'été de son syndicat à Jijel, avoue ne pas se faire

d'illusions, lui pour qui «la marginalisation, l'exclusion et la diabolisation des syndicats autonomes se poursuivront encore», estimant que l'on ne fait que «tourner en rond», puisque l'exécutif continue à adopter le dialogue «conjuncturel» alors qu'il est exigé que ce dernier soit «permanent».

Et dans ce cas, son collègue du Conseil des lycées d'Algérie, Idir Achour, ne va pas par trente-six chemins pour soutenir que le front syndical autonome renouera avec les «actions de rue pour se faire entendre» et faire aboutir ses revendications réitérées, donc, dans ces deux lettres en cours de préparation à envoyer au Premier ministre et au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

La première missive fera, donc, le récapitulatif des doléances du front syndical autonome, dont son refus de toute remise en cause du départ à la retraite sans condition d'âge, estimant que l'élaboration d'une nomenclature de métiers pénibles pour faire bénéficier leurs auteurs et les femmes du départ à la retraite sans condition d'âge n'est qu'une «tentative de diviser les travailleurs».

Autre souci des syndicats autonomes, le pouvoir d'achat des ménages avec, en perspective, les mesures d'austérité draconiennes que le projet de loi de finances pour l'année 2018 comportera pour

faire face aux retombées de la dégringolade des rentes du pays suite à la chute brutale des cours du pétrole. Il y a également le projet de loi portant nouveau code de travail qui, selon Idir Achour, «fragilisera les travailleurs et remettra en cause des droits syndicaux chèrement acquis».

Pour ce qui est de la missive à envoyer à Mourad Zémali, il sera question, selon le secrétaire général du CLA, de l'interpeller sur le pluralisme syndical avec «l'absence inexplicable des syndicats autonomes aux sessions de la tripartite puisque leur représentativité n'est pas à démontrer».

Pour rappel, dans le communiqué sanctionnant sa réunion du 22 juillet écoulé, le front syndical autonome a relevé le flou qui caractérise le programme d'action du gouvernement que coordonne Abdelmadjid Tebboune en ce qui concerne les questions syndicales et sociales. Avec, selon lui, les «prémices de l'abandon graduel de la protection sociale et la politique de subventions dans tous les volets».

Il a également dénoncé le rétrécissement des libertés d'expression, de l'exercice syndical et du droit à la grève avec leur lot de licenciements et de pressions multiples que subissent les acteurs syndicaux.

M. K.

PRISE EN CHARGE DES PARTURIENTES ET SERVICE DE GARDE

Les instructions de Hasbellaoui

Le ministère de la Santé qui a déjà réagi à la mort de la parturiente de la wilaya de Djelfa en annonçant qu'il se constituait partie civile ne s'est pas arrêté là. Le département de Mokhtar Hasbellaoui a adressé ses instructions à l'ensemble des directeurs de la santé et des établissements de santé relatives au service de garde et à la prise en charge des parturientes pendant la saison estivale.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Fallait-il attendre qu'un drame arrive pour remonter les bretelles des responsables des structures de santé ? Nouvelle démarche ou énième rappel à l'ordre, le ministère de la Santé a adressé, hier, une instruction relative à la bonne prise en charge des parturientes.

Dans son instruction, la Direction générale des services de santé rappelle que l'activité d'obstétrique connaît une pression particulièrement importante durant cette saison estivale. «Malgré les mesures prises localement où il a été enregistré une nette

amélioration dans l'accueil et la prise en charge des parturientes et des nouveau-nés, force est de constater que des efforts doivent être consentis davantage. C'est pourquoi je vous demande de ne pas perdre de vue le dispositif devant être mis en place, objet de mes précédentes instructions» lit-on dans le document.

Dans son plan d'action, le ministère de la Santé exige des responsables des directions de santé et des structures de santé de dégager des lits au niveau des unités de gynécologie ou autres services, notamment de chirurgie générale qui sont à proximité

des services de gynécologie obstétrique où l'activité de froid reste réduite, de tenir compte de la planification des congés de détente des différentes catégories de personnels, médical, sages-femmes, anesthésistes-réanimateurs, auxiliaires-paramédicaux en anesthésie réanimation et paramédicaux, de surseoir à toute demande de mutation des personnels précités exerçant au niveau de ces structures durant la période considérée, exception faite pour les services ne disposant pas de gynécologues et de faire appel, en cas de déficit en gynécologues, aux chirurgiens généralistes pour prendre en charge les parturientes nécessitant une césarienne.

Ce département recommande aussi d'impliquer les gynécologues installés à titre privé dans les gardes au niveau des établissements publics concernés, et que toute évacuation dument justifiée d'une parturiente doit

se faire dans un cadre organisé.

Les directeurs de santé et de la population de wilaya sont tenus, exige l'instruction du ministère de la Santé, d'assurer une évaluation régulière de ce dispositif et de transmettre un point de situation chaque quinzaine, à la Direction générale des services de santé et de la réforme hospitalière. Le ministère de la Santé a également envoyé une deuxième instruction relative au service de garde où il rappelle que «le service de garde est une obligation pour tout praticien que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé».

La note exige aussi que les listes de gardes mensuelles nominatives soient établies par les directeurs de la santé et de la population, avant le 20 de chaque mois, pour le mois suivant et compte tenu de la saison estivale, la garde devra débuter au plus tard le 10 août 2017.

Les listes de garde, poursuit l'instruction, doivent être élaborées par circonscription pour les praticiens généralistes et chirurgiens-dentistes, et par spécialité pour les spécialistes. Quant aux listes de garde du mois, elles doivent être portées à la connaissance des citoyens à travers les différents canaux. «Il appartient au directeur de prévoir les remplacements en cas de défection ; un contrôle rigoureux régulier et permanent du fonctionnement de cette garde doit être assuré et des sanctions, telles que prévues par la loi, s'imposent sans distinction à tout praticien», avertit la note. Celle-ci souligne que les praticiens exerçant à titre privé qui participent activement aux gardes médicales dans les structures de santé publiques, notamment les gynécologues, sont dispensés du service de garde dans leur cabinet.

S. A.